



PRÉFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Direction du Développement Durable
et des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement
DDDCL/BE/ND/

N° de dossier : 93 S 94 00307 A

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2012 – 2336 du 10 août 2012
relatif à l'exploitation de l'ancien dépôt pétrolier
par TOTAL FINA ELF FRANCE
64 rue Pierre
93400 SAINT-OUEN

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, plus précisément le titre 1er «Installations classées pour la protection de l'environnement» notamment l'article L.514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 août 1992 réglementant les activités de la société TOTAL 64 rue Pierre à SAINT-OUEN ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 juillet 2012 proposant de mettre en demeure TOTAL FINA ELF FRANCE de respecter l'article R 512-39-1 du code l'environnement ;

Considérant que l'inspecteur des installations classées a constaté que le mémoire de réhabilitation transmis en 2005 ayant été jugé incomplet, l'exploitant devait fournir un plan de gestion précisant les mesures prévues pour la remise en état du site et la protection de son environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a pas respecté la demande préfectorale du 10 février 2012 ;

Considérant que les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'ont pas été prises ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

ARRETE

Article 1er : la société TOTAL FINA ELF FRANCE sise 64 rue Pierre à SAINT-OUEN est mis en demeure de transmettre un mémoire de réhabilitation du site dans un délai **d'un mois**.

Ce mémoire devra préciser les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation.

Les mesures comportent notamment :

- Les mesures de maîtrise des risques liés au sols éventuellement nécessaires ;
- Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- Les limitations ou interdiction concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées pour mettre en œuvre des servitudes ou restrictions d'usage.

Ce mémoire devra comporter les impacts de la pollution à l'extérieur du site.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié au siège social de TOTAL Raffinage Marketing sis 562 avenue du Parc de l'Île - 92029 Nanterre Cedex, par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 3 : En cas d'inobservation, par l'exploitant, des dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues au chapitre IV du code précité, relatif au contrôle et contentieux des installations classées.

Article 4 : Une copie du présent arrêté sera adressée à Madame le maire de SAINT-OUEN pour information.

Article 5 : *Voies et délais de recours* (article L. 514-6 du code précité) :

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil :

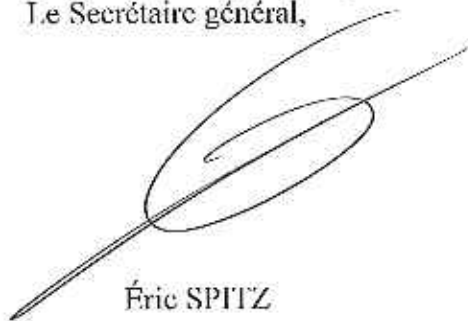
1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois** qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai d'**un an** à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage dudit arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète de SAINT-DENIS, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a horizontal line extending to the right.

Eric SPITZ